



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

№1514 _____ 29 septembre 2021

Criminalité : Le Réseau national de défense des droits humains dénonce une insécurité planifiée du régime PHTK en Haïti

Haïti : Le climat de terreur et de criminalité impacte le fonctionnement des écoles à Martissant, à Gran Ravin, au bas de Delmas et à Cité Soleil, s'inquiète le CARDH

États-Unis / Haïti / Migration : Joe Biden promet des conséquences pour les agents accusés de mauvais traitements contre les migrants haïtiens

Criminalité : Le Réseau National de Défense des Droits Humains dénonce une insécurité planifiée par le régime PHTK en Haïti

L'insécurité, qui sévit dans le pays, serait planifiée par le régime du Parti haïtien *tèt kale* (PHTK), en vue de continuer à terroriser la population et à se maintenir au pouvoir, estime le Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH), dans un entretien à l'agence en ligne AlterPresse. « C'est la même équipe du PHTK, qui est à la tête du pays et qui continue à appliquer les pratiques de l'ancien président Jovenel Moïse, qui consistaient à banaliser la vie des personnes », critique Pierre Espérance, directeur exécutif du RNDDH. Des témoins d'actes de kidnapping ont souvent rapporté que les assaillants circulaient à bord de véhicules immatriculés « Service de l'État » (SE), selon des témoignages recueillis. « Les kidnappeurs étaient dans une voiture de la marque Nissan Patrol, couleur blanche, plaque immatriculée Service de l'État », a confié un pasteur de la première église Baptiste à la rue de La Réunion qui a vu le véhicule, à bord duquel circulaient [les bandits armés](#), qui ont tué le diacre Sylner Lafaille de la dite église et enlevé sa femme, Marie Marthe Laurent Lafaille, tôt le dimanche 26 septembre 2021. Le couple s'apprêtait à assister au premier culte d'adoration de la première église Baptiste à la rue de La Réunion, Port-au-Prince. Le vendredi 1er octobre 2021, [la Fédération protestante d'Haïti](#) décide de [suspendre toutes les activités des organisations protestantes](#), pour protester contre l'assassinat du diacre Sylner Lafaille et l'enlèvement de sa femme. Le dimanche 3 octobre 2021, les protestantes et protestants sont invités à se vêtir de noir et de blanc, dans le même objectif. Plusieurs personnes victimes

de kidnapping, dont l'étudiant Sébastien Saint-Vil, Vanessa Toussaint, le Dr. Jean Herby Lafrance et son frère Marc-Kenley Mogène, [ont été libérées](#), lundi 27 septembre 2021, après plusieurs jours de sequestration. Des barricades de pneus usagés enflammés ont été dressées, lundi 27 septembre 2021, dans plusieurs rues de la capitale, Port-au-Prince, notamment à l'avenue John Brown, communément appelée « Lalue », et à l'avenue Lamartinière, plus connue sous le nom de « Bois Verna », ainsi qu'au carrefour des routes de Delmas et de l'aéroport international, pour [protester contre les actes de kidnapping](#). La Police nationale d'Haïti (PNH) informe avoir procédé à l'[arrestation d'une dizaine de personnes](#), soupçonnées d'être impliquées dans des cas de kidnapping, en conférence de presse, le mardi 28 septembre 2021. Les noms des personnes arrêtées n'ont pas été révélés pour faciliter la poursuite de l'enquête et la recherche d'autres personnes suspectes. 5 fusils d'assaut ont été saisis et 2 personnes arrêtées, dont Kesnel Joseph, un agent de la Brigade de surveillance des aires protégées (BSAP), et Jude Jean, un agent de la police parlementaire, dans le cadre d'un dossier de trafic d'armes. En provenance de pays étrangers, ces fusils ont été transportés par des chauffeurs de bus assurant le trajet Port-de-Paix (Nord-Ouest) / Port-au-Prince (Ouest). Chacun de ces fusils, qui ont été présentés devant la presse, ce mardi 28 septembre 2021, coûterait 4,500.00 dollars américains. Par ailleurs, le RNDDH appelle les différents protagonistes à se mettre ensemble pour mettre en

[Application l'accord du 30 août 2021](#), initié par la Commission pour la recherche d'une solution haïtienne à la crise.

Ndlr : US \$ 1.00 = 100.00 gourdes ; 1 euro = 118.00 gourdes ; 1 peso dominicain = 1.80 gourde aujourd'hui.

Haïti : Le climat de terreur et de criminalité impacte le fonctionnement des écoles à Martissant, à Gran Ravin, au bas de Delmas et à Cité Soleil, s'inquiète le Cardh

De Martissant à Fontamara (au sud de la capitale), en passant par *Gran Ravin* (sur les hauteurs de Martissant), les activités académiques de plusieurs écoles, dont le Lycée Jacques Roumain et Collège Maranatha, sont perturbées, signale le Centre d'Analyse et de Recherche en Droits Humains (CARDH). De plus, les familles les plus vulnérables à Martissant, à *Gran Ravin*, au Bas de Delmas et dans la municipalité de Cité Soleil (au nord de Port-au-Prince) n'ont pas les moyens d'envoyer, dans d'autres établissements scolaires, leurs enfants qui fréquentaient les écoles communales, presbytérales, nationales et les lycées. Totalement absent à Martissant, à *Gran Ravin*, au bas de Delmas et à Cité Soleil, l'État a négligé la situation des enfants dans ces zones, à l'occasion de la réouverture officielle des classes, le mardi 21 septembre 2021, dans les 7 départements du pays, indirectement affectés par le tremblement de terre du samedi 14 août 2021. Le Centre d'analyse et de recherche en droits humains invite le gouvernement de facto à se pencher sur le sort des enfants, qui sont actuellement dans l'impossibilité de se rendre en classe, dans les zones dirigées par les gangs armés. Le CARDH réconise l'adoption de dispositions appropriées pour aider les enfants de Martissant, de *Gran Ravin*, du bas de Delmas et de Cité Soleil à reprendre le chemin de l'école, afin de jouir progressivement du droit à l'éducation. « Au mois de juin 2021, au moins une cinquantaine de décès ont été enregistrés à Cité Soleil, au bas de Delmas et ses environs ». Le CARDH appelle les partis politiques à faire des propositions, pour aider « à remettre la situation de ces enfants sur la carte de l'opinion publique ». Les groupes de la société civile sont aussi invités à prendre en compte cette réalité, dans leurs démarches pour résoudre la crise. « Le droit à l'éducation est indispensable à l'exercice et à la jouissance des droits humains, ainsi qu'à la construction de la démocratie et de l'État de droit. Il est consacré par la déclaration universelle des droits humains (article 26), par le pacte international relatif aux droits sociaux, économiques et culturels (article 13) ». La réouverture des classes était initialement prévue le lundi 6 septembre 2021 sur tout le territoire national, avant d'être reportée à cause des conséquences du séisme du 14 août 2021. Malgré l'absence de dispositions institutionnelles pertinentes, comme le déblaiement des espaces d'établissements scolaires effondrés et endommagés, la disponibilité de hangars sécuritaires, la rentrée des classes 2021-2022 est annoncée pour le lundi 4 octobre 2021, dans les départements du Sud, de la Grande Anse et des Nippes (Sud-Ouest d'Haïti), les plus affectés dans le tremblement de terre du samedi 14 août 2021.

États-Unis / Haïti / Migration : Joe Biden promet des conséquences pour les agents accusés de mauvais traitements contre les migrants haïtiens

« Mais, c'était horrible ce qu'il y avait à voir, comme vous l'avez vu. Voir les gens être traités, comme ils l'ont été. Les chevaux qui écrasent des gens attachés. C'est scandaleux. Je vous promets que les responsables paieront. Il y aura des conséquences. C'est une honte. C'est pire qu'un simple embarras. C'est dangereux. Ces actes envoient le mauvais message au monde entier. Ils envoient le mauvais message chez nous. Ce n'est tout simplement pas ce que nous sommes » (Joe Biden). Face au tollé, provoqué au niveau international par les images choquantes de gardes frontaliers pourchassant des migrants haïtiens, comme à l'époque de la période coloniale on pourchassait les esclaves, le président étatsunien Joseph Robinette (Joe) Biden a évoqué, le vendredi 24 septembre 2021, des conséquences non précisées pour les agents impliqués dans les mauvais traitements infligés aux migrants haïtiens. Les

images de la frontière avec le Mexique nuisent à la réputation des États-Unis dans le monde, a reconnu Biden. « Bien sûr, j'assume la responsabilité. Je suis le président », a déclaré Biden. En plus d'une enquête, lancée par le ministère de la sécurité intérieure, l'utilisation de patrouilles à cheval à Del Rio, au Texas, a été suspendue par le département d'État américain. Les agents impliqués ont été aussi mis en congé administratif. « Nous avons, en effet, été horrifiés par les images – ce n'est pas ce que nous sommes. Cela ne reflète pas nos politiques, notre formation, ni nos valeurs », s'est défendu le secrétaire à la sécurité intérieure, Alejandro Mayorkas. Par ailleurs, « Daniel Foote voulait que les États-Unis envoient des troupes militaires en Haïti, où les gangs armés et une augmentation des enlèvements ont rendu la vie insupportable et ont entravé la capacité des groupes d'aide à répondre correctement au récent tremblement de terre », a déclaré la sous-secrétaire d'État Wendy Sherman,

sur les raisons implicites de la [démission de Daniel
Foute](#).